

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2009

Zone Moyen-Orient / Afrique du Nord

Un continent encore plus mal noté... avec le plongeon d'Israël

Israël plombé par l'opération 'plomb durci'

C'est la première fois qu'Israël (territoire) ne se trouve pas en tête du classement de la liberté de la presse au Moyen-Orient, devancé par le Koweït et le Liban ! Si les médias israéliens sont connus pour leur grande liberté de ton et leurs enquêtes minutieuses sur des sujets sensibles, la censure militaire est toujours en vigueur. Les arrestations de journalistes (même israéliens), leur condamnation, voire leur déportation, justifient la chute d'Israël dans le classement.

Israël (hors territoire) chute également du fait de l'opération «Plomb durci», au cours de laquelle l'armée israélienne a pilonné des bâtiments abritant des médias palestiniens. Pendant toute la durée de l'offensive, les médias étrangers et israéliens se sont vu interdire l'accès à la bande de Gaza.

L'Iran à la porte du trio infernal (172^e)

L'Iran se situe désormais au seuil du « trio infernal » des pays les plus répressifs en matière de liberté de la presse. En 2009, la situation s'est considérablement détériorée avec la mort du blogueur **Omidreza Mirsayafi** dans la prison d'Evin et l'arrestation de la journaliste irano-américaine **Roxana Saberi**, puis la répression du mouvement de protestation qui a suivi la réélection de Mahmoud Ahmadinedjad, le 12 juin, à la présidence de la République islamique. De nombreux journalistes ont été arrêtés. Un véritable procès stalinien s'est ouvert à Téhéran, au cours duquel les droits élémentaires des accusés ont été bafoués, et continuent de l'être.

Le **Yémen** poursuit sa descente dans les profondeurs du classement (167^e). Les journalistes font les frais de la politique de la terre brûlée menée par les autorités contre toute forme de séparatisme, au Nord contre la rébellion zaïdite, mais aussi dans le sud du pays. Depuis mai, le gouvernement Saleh a réussi à réduire la liberté d'expression à une véritable peau de chagrin, imposant le silence sur les opérations militaires.

Même tendance à la baisse en **Syrie** (165^e) où la situation de la liberté de la presse est très préoccupante, avec cependant un moindre recours aux violences physiques. L'étau de la répression se resserre de plus en plus, rognant les faibles espaces de liberté qui restaient aux médias indépendants ou d'opposition.

L'année 2009 a été marquée par un nouveau recul de la liberté de la presse en **Libye** (156^e). Certes des journaux étrangers et arabes ont été autorisés à entrer dans le pays, mais la nationalisation des deux publications privées créées en 2007 par la société Al-Ghad, appartenant au fils de Mouammar Kadhafi, Seif Al-Islam, ainsi que la fermeture des bureaux de la chaîne Al-Libya constituent autant de nouvelles entraves à la liberté d'expression dans un pays qui la tolère mal.

La situation des journalistes en **Irak** (145^e) a évolué car le danger n'est plus le même. Les menaces ciblées de milices ou organisations terroristes ont pour ainsi dire disparu. Les journalistes irakiens affrontent surtout l'hostilité des autorités ou d'hommes politiques qui interdisent aux médias l'accès à certaines zones. Les abus de procédure ou les poursuites en « diffamation » contre des journaux dénonçant des affaires de corruption sont devenus monnaie courante. Même les médias réputés progouvernementaux ne sont pas épargnés.

L'approche de deux scrutins majeurs a été marquée par une recrudescence des agressions contre les journalistes du Maghreb. En **Algérie** (141^e), les procédures contre les médias se sont multipliées. En **Tunisie**, la chape de plomb du régime du président Ben Ali étouffe toute presse indépendante (154^e).

Le Maroc poursuit sa chute, entamée depuis trois ans (127^e). Le palais royal se crispe sur les 'lignes rouges' à ne pas franchir, changeant de méthode pour museler la presse. Comme pour de nombreux autres régimes, l'arme financière devient le moyen privilégié de représailles contre des journalistes trop audacieux. La presse marocaine est davantage menacée par les amendes exorbitantes infligées aux rédactions que par les peines de prison.

Peu d'évolution, hélas, dans les **pays du Golfe** : l'Etat accapare le terrain médiatique avec l'absence quasi totale de presse indépendante, un monopole des familles régnantes sur la télévision, la radio, l'impression et la distribution des journaux, et une autocensure systématique.

47, rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 76 – Fax : 33 1 45 23 11 51
moyen-orient@rsf.org - Plus d'informations [Σ www.rsf.org](http://www.rsf.org)